

VIETNAM

Les reculades et les équivoques du plan de paix d'U Thant font le jeu du bellicisme hypocrite de Johnson

DE Washington des applaudissements empressés ont salué le second plan de paix du secrétaire général de l'O.N.U. Les Américains n'ont pas perdu leur temps à l'automne dernier, en insistant auprès d'U Thant démissionnaire pour qu'il conserve son poste : le plan qu'il vient de proposer, et qui a été rendu public le 28 mars, est largement en retrait par rapport à son plan précédent. U Thant vient de faire un pas en arrière et se retrouve carrément aux côtés de Johnson. La « nouveauté » essentielle du plan tient en effet dans cette proposition : tandis que le plan antérieur posait comme premier point l'arrêt inconditionnel des bombardements, U Thant lie maintenant cet arrêt à une trêve de la guérilla et de la lutte anti-guérilla.

U Thant a soigneusement préparé son memorandum : il a rencontré au début du mois de mars à Rangoon, la délégation nord-vietnamienne, puis, de retour à Washington, celle de la Maison Blanche. Ses commentaires embarrassés ne peuvent rectifier le tir. U Thant est revenu sur le premier point de son texte : il a présenté l'arrêt des bombardements comme « impérieusement nécessaire », susceptible d'amener à des négociations « au bout de quelques semaines ». Ces dénégations orales ne font que projeter un éclairage plus violent sur la nature de ses propositions.

Elles ont précisément été formulées peu de temps après que les Nord-Vietnamiens aient défini les conditions dans lesquelles des pourparlers pourraient s'engager.

En présentant l'arrêt des bombardements de la R.D.V. non pas comme un préalable nécessaire (contrairement aux positions nord-vietnamiennes) mais comme l'un des éléments d'un accord de réciprocité, il s'aligne non seulement sur les positions des Américains, mais adopte leur démarche. Il n'est fait aucune distinction entre l'agresseur et l'agressé. On propose au Nord « en échange » de l'arrêt des bombardements, de « geler » la guérilla au Sud, comme si les raids en étaient la contrepartie et la sanction. Dans cette proposition en elle-même est implicitement contenu le mythe de l'agression du Sud par le Nord.

C'est dans ce contexte que Ho Chi Minh a rendu publique le 22 mars (alors que, depuis le 14, le plan d'U Thant lui avait été envoyé) la lettre que lui avait adressée Johnson le 2 février. Celle-ci répondait donc aux déclarations du ministre des Affaires étrangères de la R.D.V. le 28 janvier, sur la condition préalable à l'ouverture de discussions. On trouve dans la lettre de Johnson un curieux argument qui vient s'ajouter à l'habituelle rhétorique sur la nécessité de « gestes réciproques » : l'arrêt des bombardements risquerait de compromettre les négociations, car il signifierait aux yeux de tous qu'elles sont engagées. La réponse d'Ho Chi Minh a consisté à rompre la diplomatie secrète afin de faire éclater la dérision du jeu que joue Johnson.

La publication de cette correspondance répond encore à un autre objectif : Elle met au jour la parenté des deux initiatives, celle de Johnson et celle d'U Thant, et leur commune inconsistance. « Le peuple vietnamien ne se soumettra jamais à la force, il n'acceptera jamais de discuter sous la menace des bombes » concluait Ho Chi Minh dans sa réponse à Johnson. C'est aussi celle qu'il adresse à U Thant.

Face à cette perspective si claire et si ferme, les initiatives du président Johnson se révèlent de plus en plus hésitantes et incohérentes. Il ne sait pas où il va. Plus la guerre traîne, plus augmente son impopularité. L'opinion américaine veut en finir. Elle ne comprend pas (c'est ce que révèlent les derniers sondages) comment le pays qui dispose de l'arsenal militaire le plus puissant ne parvient pas à ses fins. Elle en rejette la responsabilité sur l'incompétence du président Johnson : il ne serait pas à la hauteur de sa tâche et craindrait d'aller jusqu'au bout. La pression de cet électorat dépolitisé est d'autant plus forte que les élections de 1968 approchent. Aussi voit-on le président Johnson pour-

suivre l'escalade au Nord avec les bombardements de plus en plus répétés d'objets économiques (le complexe industriel de Thai Nguyen serait presque détruit), intensifier la guerre au Sud et l'étendre géographiquement : les bases de Thaïlande sont désormais aménagées pour se substituer à celles de l'île de Guam, trop lointaines. Elles sont à 3 heures de vol de la Chine.

Mais, en même temps, il cherche à garder les mains un peu libres vis-à-vis des militaires. Les réclamations du général Ky à la conférence de Guam l'ont impatienté. L'état-major sud-vietnamien a d'ailleurs été écarté des discussions militaires, ouvertes le deuxième jour, entre Américains. On s'attendait à ce que le général Westmoreland se voie attribuer à Guam les pleins pouvoirs, comme le général Mac Arthur dans le Pacifique. Il ne semble pas que cela ait été entériné. Johnson se préoccupe de préserver sa marge de manœuvre. Il se préoccupe aussi de donner l'impression qu'il règle en ce moment les problèmes politiques au Sud. On a beaucoup parlé à Guam de projets de constitution. Cabot Lodge a été destitué début mars au profit de Ellsworth Bunker, fin et souple diplomate, négociateur à Saint-Domingue.

Cela ne veut pas dire que Johnson sache danser sur deux pieds à la fois, mais qu'il piétine : il s'enfoncé dans la guerre, dans la poursuite d'une stratégie qui a échoué, refuse les seules conditions susceptibles d'ouvrir des négociations et avance un pion « politique », qui reste en dehors du jeu.

Dans le même temps la guérilla s'intensifie au Sud. Ces dernières semaines, les pertes américaines ont été les plus fortes de la guerre. Les Américains prennent la situation suffisamment au sérieux pour envisager d'augmenter le nombre de leurs forces, prévu pour 470.000 hommes jusque fin 1967. Pour la première fois ils ne se sentent plus à l'abri dans leurs bases, systématiquement attaquées au mortier. Comme l'avait annoncé à U Thant le colonel de la délégation nord-vietnamienne à Rangoon, les fournitures d'armes soviétiques et chinoises se sont semblé-t-il accélérées et améliorées.

Elles n'en restent pas moins insuffisantes et de caractère défensif, conditionnées par l'accroissement du feu adverse. L'U.R.S.S., qui vient encore de livrer des Mig à l'Algérie, continue à « doser » ses fournitures d'armes. Elle « dose » aussi son soutien politique pour ne pas couper les ponts avec les U.S.A. Le jeu de la coexistence pacifique sur le dos des Vietnamiens doit être rompu. Chaque jour avec plus d'acuité s'impose la nécessité d'un soutien militaire et politique sans limite : la question du front unique de la Chine et de l'U.R.S.S. pour la défense inconditionnelle de la révolution vietnamienne se pose directement dans ces termes.

Aucun argument technique ne vaudra jamais à l'encontre de cette vérité que l'aide des Etats ouvriers est dérisoirement carente tant que les Vietnamiens ne sont pas en mesure d'opposer bombe à bombe, avion à avion, de pouvoir rendre coup pour coup.

REMERCIEMENTS DE HANOI AU MOUVEMENT DU MILLIARD

Le Mouvement du Milliard pour le Vietnam a reçu de Hanoi la lettre suivante :
Hanoi, le 13 mars 1967

« Chers amis,
« Nous avons l'honneur d'accuser réception au début de cette année de vos premiers envois totalisant la somme de 800.000 N.F. Apprenant aussi avec grand plaisir que le vaste mouvement du milliard de francs pour le Vietnam continue à se développer et remporter de grands succès, nous nous permettons de vous adresser nos sincères remerciements.
« Dans notre lutte pour la paix, l'indépendance et l'unification du pays, ce généreux geste nous a profondément touchés, et cela d'autant plus que, moralement, il symbolise les sentiments de sym-

A PROPOS DU MOT D'ORDRE

F.N.L. VAINCRA

Depuis un an, des progrès considérables ont été fait en France dans la lutte de soutien à la révolution vietnamienne. Des initiatives importantes comme le *Milliard* ou les *6 heures pour le Vietnam* ont révélé une situation favorable, et ont permis que se créent et se multiplient des comités Vietnam, qui débordent du milieu étudiant où ils sont d'abord apparus pour se développer vers les quartiers, les banlieues, et déjà même dans certaines entreprises.

Ce mouvement a pris son essor sur une base politique précise : le soutien total à la lutte du F.N.L. Alors que les partisans de « la paix au Vietnam », incapables et d'ailleurs peu désireux de mobiliser qui que ce soit, colloquent avec des personnalités droitières et pacifistes dans les fantomatiques « Etats généraux de la paix », une avant-garde combattive et militante s'est rassemblée autour du mot d'ordre : « F.N.L. Vaincra », et s'est organisée dans sa plus grande partie dans le Comité Vietnam National. Quelques

comités pourtant, animés par des militants de tendance maoïste, ont refusé jusqu'à maintenant de s'unir au C.V.N. Ces militants développent une conception particulièrement erronée et dangereuse du mot d'ordre « F.N.L. vaincra ».

Selon eux, par « F.N.L. vaincra », il faut entendre que la victoire est inéluctable, que, de toute façon, l'impérialisme U.S. sera balayé du Vietnam : la Guerre du peuple est invincible parce qu'elle est juste. « F.N.L. vaincra », plus qu'un objectif de lutte à atteindre, est le reflet « théorique » d'un processus nécessaire. Dès lors, le rôle des comités consiste à expliquer à la population pourquoi, nécessairement, le F.N.L. vaincra, et à imprimer dans les esprits l'idée que l'impérialisme n'est pas invincible. Ceux qui évoquent l'éventualité d'une défaite du F.N.L. et ses conséquences internationales sont considérés comme agents démoralisateurs, qui sapent le moral des combattants vietnamiens.

LA JUSTESSE DE LA LUTTE NE GARANTIT PAS SEULE LA VICTOIRE

Erronée, cette conception procède d'une démarche idéaliste. La justesse d'une lutte n'a jamais été la garantie de sa victoire, et les revers douloureux qu'a connus le mouvement révolutionnaire dans l'histoire en témoignent. Ne citons que les plus récents : le Congo, St-Domingue et l'Indonésie. Il est vrai que les partisans vietnamiens ont mis en déroute les stratèges de la guerre spéciale, qu'ils infligent quotidiennement des pertes sévères au corps expéditionnaire U.S. qui ne parvient pas à contrôler une fraction de territoire hors de ses bases et qu'ils ont pratiquement détruit l'armée de Ky.

Mais il est vrai aussi que la victoire était à portée de main du F.N.L. quand les U.S.A. intervinrent massivement et que ceux-ci ont, jusqu'à maintenant, réussi à contenir la révolution, infligeant au peuple vietnamien, au Nord comme au Sud, des pertes et des souffrances considérables. La condition de la victoire n'est pas à elle seule contenue dans la justesse de la lutte : l'impérialisme n'est pas un tigre en papier. Elle est dans le rapport des forces entre les classes et armées antagonistes, et dans notre effort pour appuyer les révolutionnaires vietnamiens et affaiblir l'impérialisme.

FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

Le danger de cette conception et du rôle des Comités Vietnam qui s'en réclament, c'est qu'elle ne s'oriente que faiblement vers une mobilisation de masse pour soutenir la révolution vietnamienne. Si celle-ci est déjà virtuellement victorieuse, pourquoi les Vietnamiens en appellent-ils à la solidarité internationale, et affirment-ils qu'ils se battent pour tous les exploités de la terre ?

L'avant-garde du mouvement contre la guerre qui apparaît dans de nombreux pays s'est organisée pour la défense de la révolution vietnamienne menacée, avec la conscience que la lutte au Vietnam est la clef de voûte de la situation présente, et que se joue pour les années à venir, le sort d'une série de luttes révolutionnaires dans les pays coloniaux, et aussi le développement d'avant-garde dans les pays capitalistes occidentaux, se définissant entre autre à partir du Vietnam.

Nous ne doutons pas qu'un jour la révolution vietnamienne ne triomphe, précédant la victoire du socialisme à l'échelle internationale.

Mais les délais de cette victoire ne sont pas acquis d'avance. Ils sont déterminés par l'issue des luttes révolutionnaires, et par l'éparpillement des forces impérialistes dans le monde, ce qui suppose une harmonisation des luttes dans leur développement et leur combinaison. C'est la question fondamentale de notre période : la reconstitution d'une direction révolutionnaire internationale. C'est le sens exact de la politique suivie par Fidel Castro, dans ses déclarations comme dans les faits, appuyé par les Coréens, et

suscitant plus qu'une simple approbation de la part des Vietnamiens.

La lutte est si peu circonscrite au Vietnam qu'un danger extérieur supplémentaire mais de nature différente, pèse sur l'issue de la révolution vietnamienne : le poids politique et matériel de l'Etat soviétique qui cherche à imposer à Hanoi et au F.N.L., une solution de compromis. La Chine, qui au lieu de mettre au pied du mur la direction soviétique, pour une défense totale et avec tous les moyens nécessaires, du Vietnam nord et du Front, s'isole sans résultats appréciables pour les Vietnamiens, légalise finalement l'attitude du gouvernement soviétique : celui-ci a beau jeu de dénoncer le refus d'unité des Chinois, alors qu'il prépare une nouveau Yalta.

Le mot d'ordre de front unique anti-impérialiste est plus que jamais justifié ; Cuba, la Corée et les Vietnamiens risquent bientôt, dans la logique de leurs positions présentes, de le demander si ce n'est l'imposer aux Soviétiques et aux Chinois.

Alors le mot d'ordre « F.N.L. vaincra », trouvera une force mobilisatrice, plus efficace.

Thomas LECRET.

UN LEADER SYNDICALISTE AMÉRICAIN CONTRE LA GUERRE

The Militant, organe du S.W.P., le parti trotskyste des Etats-Unis, nous apprend qu'Emil Maxey, secrétaire-trésorier du syndicat des travailleurs de l'automobile et proche collaborateur de Walter Reuther, a promis sa participation au rassemblement contre la guerre du Vietnam qui a eu lieu le 25 mars à Chicago. Martin Luther King, le Dr. Benjamin Spock et Patricia Griffith, du Inter-University Committee for debate on foreign policy, s'étaient également engagés à y prendre la parole.

La nouvelle que Maxey prendra la parole durant le rassemblement est révélatrice du fait que le mouvement contre la guerre commence à gagner des appuis au sein du mouvement syndical.

Le Spring mobilization committee, qui organise les manifestations du 15 avril à San Francisco et à New York, a déjà reçu l'approbation du Conseil central des travailleurs de Santa-Clara (Californie) et du syndicat des dockers et magasiniers de Californie du Nord. Le président de la Fédération des enseignants de Californie et Cleveland Robinson, secrétaire-trésorier du district 65 de l'AFL-CIO et président du Conseil des travailleurs noirs américains, sont devenus vice-présidents de ce comité.